

Bienvenue en Afrique: la nouvelle destination des investissements de l'économie mondiale

Robert Mosbacher

Président et directeur général de la Société de promotion des investissements privés à l'étranger (OPIC)

Alors que les dirigeants des Etats membres du G8 se réunissent en Allemagne cette semaine pour examiner les problèmes de l'économie mondiale, l'Afrique est de nouveau à l'ordre du jour. Cependant, il ne s'agit pas cette fois-ci d'augmenter les ressources consacrées à l'aide, mais d'encourager les investissements dans ce continent. Le moment ne pourrait pas être plus propice.

Après des dizaines d'années de stagnation, l'Afrique subsaharienne connaît l'expansion économique la plus forte depuis l'accession à l'indépendance de ses nombreux pays et une croissance positive depuis 1998. Grâce à des mesures d'allégement important de leur dette extérieure, plusieurs pays ont réussi à améliorer leur bilan financier et, surtout, à adopter une politique budgétaire judicieuse de manière à éviter des déficits importants, leur excédent budgétaire ayant représenté en moyenne 3,2% de leur produit intérieur brut en 2006.

Les investisseurs étrangers ont commencé à s'en rendre compte. Par exemple, une banque d'affaires spécialisée dans les marchés émergents, Renaissance Capital, a annoncé son intention de doubler ses investissements en Afrique pour les porter à au moins 1 milliard de dollars.

Néanmoins, comme les Africains ne le savent que trop bien, la réalisation de ces possibilités prometteuses ne sera pas facile. Depuis longtemps, l'Afrique n'attire que moins de 2 % des investissements dans le monde, alors que sa population représente plus de 10 % de la population mondiale. La modification de cette tendance exigera des efforts concertés de la part de nombreux intervenants, tant du secteur public que du secteur privé.

Le président Bush a tenu compte de cette nécessité lorsqu'il a annoncé la semaine dernière l'Initiative en faveur du secteur financier en Afrique. Cette mesure alliera l'assistance technique du ministère des finances et de l'USAID destinée à créer un climat plus propice aux investissements aux activités de la Société de promotion des investissements privés à l'étranger (Overseas Private

Investment Corporation ou OPIC) afin de mobiliser près de 1 milliard de dollars sous forme d'investissements en capital visant à combler les graves lacunes de l'infrastructure financière du continent africain.

Il s'agit là d'un nouveau rôle pour nous. L'OPIC est l'organisme fédéral chargé d'encourager la croissance socio-économique au moyen d'investissements du secteur privé des Etats-Unis. Son action au cours des trente-six dernières années illustre l'importance que les Etats-Unis accordent aux investissements du secteur privé en tant qu'instrument du développement socio-économique. Des projets financés en partie par l'OPIC accélèrent le développement économique et la création d'emplois tout en encourageant la stabilité politique et les réformes axées sur l'économie de marché dans le monde entier et, en particulier, en Afrique.

A l'heure actuelle, l'OPIC fournit près de 2 milliards de dollars sous forme d'appui aux investissements dans des projets du continent africain, portant entre autres sur le financement d'éléments essentiels de l'infrastructure, le marché croissant des télécommunications, les services financiers et le logement. En fait, des projets appuyés par l'OPIC contribuent à la construction de plus de 120.000 logements en Afrique et surtout à la mise en place d'un marché hypothécaire moderne, objectif que le président Bush avait annoncé lors de sa visite en Afrique en 2003. Par exemple, les travaux de construction de 5.000 logements ont récemment commencé en Zambie ; ces logements au prix abordable et de grande qualité qui sont destinés à des Zambiens de la classe moyenne sont financés au moyen d'une hypothèque d'une durée de quinze ans, ce qui n'existait pas auparavant dans ce pays.

L'OPIC a aussi contribué à la création d'un marché boursier en Afrique. A l'heure actuelle, elle apporte un soutien à 4 fonds de placement du secteur privé en Afrique, qui investissent dans des secteurs aussi divers que les services financiers, l'électricité, les transports, l'agro-alimentaire et les télécommunications. Elle s'est engagée à verser plus de 300 millions de dollars à ces fonds, qui les utiliseront pour mobiliser plus de 1,5 milliard de dollars de capitaux du secteur privé.

L'initiative du président Bush se fonde sur cette réussite. L'OPIC va chercher des gestionnaires de fonds désireux de mobiliser des capitaux pour deux nouvelles catégories de

fonds en Afrique. Le premier de ces fonds renforcera les marchés de capitaux africains en fournissant de nouveaux instruments et services financiers dont les entreprises africaines sont privées à l'heure actuelle. Le second coopérera avec des investisseurs désireux de faire des investissements en matière de développement dont le rendement aura un caractère aussi bien social que financier. Il pourrait s'agir d'investissements dans des petites et moyennes entreprises, dans les prestations médicales, dans l'infrastructure d'alimentation en eau et dans le secteur de l'enseignement.

Il reste encore beaucoup à faire pour que l'Afrique puisse tirer parti de ses possibilités en tant que destination des investissements étrangers. Il convient de maintenir les mesures macro-économiques qui ont permis les récents succès du continent africain dans le domaine économique, de supprimer les obstacles d'ordre bureaucratique à la création d'entreprises et à leur expansion et de redoubler les efforts visant à lutter contre la corruption. Seuls les Africains et leurs gouvernements peuvent prendre ces mesures essentielles, mais le G8 peut leur apporter un soutien en prenant des initiatives novatrices telles que celles annoncées par le président Bush. Ensemble, nous pouvons transformer le moment prometteur actuel en matière d'investissement en des apports de capitaux pour les années à venir.